

King Mensah, La réalisation d'un rêve P 6



Que sont devenus les suppliciés de Cabinda

Etat des lieux P 6



CONFIDENTIEL
Faure GNASSINGBE
pressenti pour la
Présidence en
exercice
de l'UEMOA P 4

Terrorisme au Niger
Les Français ciblés P 7



LE LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 002 - Mercredi 12 Janvier 2011 - 250 F CFA / Etranger 1€

ÉDITORIAL

Cachez ces progrès que je ne saurais voir...

Quand on a choisi de prospérer sur tout ce qui ne va pas, de faire "son trou" vers les palais de la république rien que par la dénonciation aveugle des faits et gestes de ceux qui ont la charge de conduire les affaires de la cité, il y a sans doute des jours où l'on doit se dire que certains métiers sont plus durs que d'autres.

Certes, il est toujours bon qu'il y ait aux quatre coins de la cité, des sentinelles qui crient "péril en la demeure" quand ceux qui sont affairés ne voient pas pousser les mauvaises herbes sur leurs chemins. D'ailleurs la vigilance de ces sentinelles vaut mille et un cauris au marché de mon village.

Mais c'est dur dur quand le vent du renouveau souffle et que vous devez vaille que vaille ramer à contre courant parce qu'un opposant qui ne s'oppose pas à tout et en toute chose n'est plus tout à fait un opposant.

Ce doit être vraiment dur quand vous vous sentez obligé par exemple de crier à l'infamie, à la trahison, à l'abandon lâche de la lutte du siècle, chaque fois que des adversaires politiques réputés irréconciliables se tendent fraternellement la main en se disant, à quoi bon perdre tant de temps à ressasser des haines antiques.

Ce doit être encore plus dur quand, cheminant sur les routes du renouveau, pensées, pavées, bitumées et éclairées suivant les règles de l'art, vous vous sentez tout de même contraint de boudier votre plaisir, car à trop vous laissez aller, ça finira par se savoir que même pour vous, tout ne va pas si mal que ça et que si Dieu nous prête vie, demain sera meilleur.

Alors d'aucuns se demanderont: que voulez-vous au juste?

Pour briser le silence, les plus charitables diront que pour mieux vivre sa vie d'opposant en cette aube du renouveau, il vaut mieux ne rien voir et ne rien entendre, car si vous avez des yeux pour voir et des oreilles pour entendre, vous passerez trop de temps à murmurer, les dents serrées: "cachez ces progrès que je ne saurais voir". Et les autres vous rétorqueront alors en chœur et sans haine: "Togolais viens, bâtissons la cité." ■

La Rédaction



Rapatriement des restes de Sylvanus Olympio
Gilchrist ira-t-il au bout de la logique de réconciliation? P 3

Députés démissionnaires de l'UFC
Entre illusion et espoir d'un retour au Parlement P 2

Fédération Togolaise de Football
Le Secrétariat Général toujours vacant P 4

Députés démissionnaires de l'UFC Entre illusion et espoir d'un retour au parlement

Les députés démissionnaires n'ont pas baissé les bras. Ils ont certes restitué dans la foulée véhicules et autres avantages liés au poste occupé au sein du parlement et n'ont plus jamais remis les pieds à l'hémicycle. Leur remplacement a du reste été rendu effectif.

Toujours est-il qu'au cours d'une conférence de presse au siège de l'ANC (Alliance Nationale pour le Changement) le 4 janvier dernier, Jean Pierre FABRE, Isabelle AMEGANVI, Doe Bruce et autres ont manifesté leur intention de retrouver leur siège de député en évoquant selon eux le caractère anticonstitutionnel de la décision de la plus haute juridiction chargée du contrôle de la constitutionnalité des lois. Ceux-ci brandissent pêle-mêle, l'interdiction du mandat impératif contenu dans l'article 52 de la constitution togolaise

ainsi que la violation du règlement intérieur de la Cour Constitutionnelle dont l'article 25 requiert selon les intéressés la présence des neuf juges alors que seuls 8 étaient présents à la séance du 22 novembre 2010.

Les décisions de la Cour constitutionnelle étant insusceptibles de recours, les députés démissionnaires ont vite compris qu'ils avaient tout intérêt à faire valoir leurs griefs au-delà de nos frontières. Ils ont donc jeté leur dévolu sur la cour de justice de la CEDEAO.

Théoriquement la démarche en elle-même peut être envisageable. En effet depuis 2005, la Cour de justice de la CEDEAO qui siège à Abuja est investie de la compétence de statuer sur les violations des droits de l'homme par le biais d'une procédure de plainte individuelle. Les citoyens des Etats membres de la CEDEAO



Les Ex Députés de l'UFC à la veille de la constatation de leur démission par la Cour Constitutionnelle

peuvent déposer plainte contre des violations des droits de l'homme perpétrées par des acteurs étatiques auprès de cette instance judiciaire régionale. La Cour statue conformément aux dispositions de la charte africaine des droits de l'homme et des

peuples. Ses décisions sont contraignantes pour les Etats membres de la CEDEAO. En 2008, la Cour a condamné le Niger pour manquement à ses obligations internationales en matière de protection des droits humains dans une affaire de pratiques

esclavagistes.

Mais c'est ici que le bat blesse. Les juges d'Abuja seront-ils disposés à considérer la mésaventure des députés ANC comme un cas de violation des droits de l'homme ? Affaire à suivre. ■

Fabrice P.

Micro à l'Envers

Les confrères se prononcent sur l'actualité

Sujet de la semaine:

Stratégie politique, les marches marchent-elles?

Luc ABAKI, Journaliste à Republicoftogo.com



C'est vrai que les marches de protestation ou de contestation sont un moyen d'expression reconnu par notre Constitution. Mais dans le cas précis des marches du Frac et désormais de l'ANC pour tantôt revendiquer la victoire présumée de Jean Pierre Fabre à l'élection présidentielle de mars 2010, tantôt demander le retour des députés "démissionnés" à l'Assemblée nationale, ont, à mon sens montré leurs limites. Cela pour deux raisons essentielles. La première est liée aux motifs mêmes des marches. Alors que l'ensemble de la communauté internationale, des observateurs nationaux et internationaux ont dûment reconnu la validité et la crédibilité du scrutin du 4 mars, Jean Pierre Fabre et les

siens ont cru devoir ramer à contre courant, et ce sans aucun soutien diplomatique. Cela constitue à mon sens une grave erreur.

La deuxième raison tient au manque de cohérence de leurs organisateurs. Il ne suffit pas de drainer des gens dans la rue pour se targuer d'être leader, il faut absolument développer les qualités d'un meneur d'homme capable de propositions pertinentes susceptibles d'éveiller les consciences sur la vie et le devenir du pays. Pour l'instant, j'ai le net sentiment que nos leaders de l'opposition peinent à trouver ces genres de réflexes, d'où la scission et les querelles que l'on observe aujourd'hui entre ces leaders. Il faut aujourd'hui changer de cap, mener la lutte sur des sujets utiles et constructifs. C'est impératif pour la crédibilité et la survie de l'opposition. ■

Jérôme SOSSOU, Directeur de Publication Triangle des Enjeux



Il est vrai que le Front Républicain pour l'Alternance et le Changement veut renouer ou a renoué avec les marches en ce début d'année avec comme objectif la résolution du contentieux électoral de la présidentielle du 04 mars 2010, le rétablissement de la légalité constitutionnelle.

En tout cas, pour ce qui me concerne en tant que leader d'opinion, je conçois le sujet sur deux points essentiels. Il serait aujourd'hui absurde de savoir

que des leaders politiques regroupés au sein du FRAC sont toujours dans la même logique, celle d'appeler le peuple naïf à descendre dans la rue pour réclamer la victoire de quelqu'un dont le parti qui l'a présenté fait alliance avec le pouvoir. Alors que des élections sont annoncées en cette année 2011 et 2012. Au lieu donc de lutter pour une meilleure organisation en tenant compte des observations faites par l'UE à l'issue de la dernière présidentielle,

l'opposition togolaise laisse encore le boulevard au RPT. Il ne faut aussi pas perdre de vue que le principal parti du FRAC, l'ANC vient de naître et il faudrait qu'on pense à son implantation nationale avant ces élections au risque d'être surpris.

Le 2ème point concerne le rétablissement constitutionnel dont les 09 députés de l'ANC font objet. Là aussi il faut faire remarquer que la politique devient aujourd'hui un jeu géopolitique où il faut avoir de grandes relations sur le plan nationale et dans l'opinion internationale. Aussi être capable de convaincre absolument cette opinion à plaider pour leur cause. Sinon marcher dans les rues de Lomé ne changera en rien du tout la décision de la Cour Constitutionnelle qui est d'ailleurs inattaquable. Je n'ai pas envie de faire un jugement mais je convie l'opposition togolaise à une unité dans leur lutte et de savoir réellement les stratégies à adopter pour atteindre l'objectif celui de réaliser l'alternance en 2015. ■

Dimas DZIKODO, Directeur Général Forum de la Semaine



Les marches et manifestations populaires sont reconnues et garanties par la Loi fondamentale qui régit notre République aux côtés du droit à la grève sectorielle générale, limitée ou illimitée dans le temps. Partant de là, elles constituent une arme qui se veut redoutable entre les mains de ceux qui, pacifiquement, veulent imprimer un autre rythme à la gestion de la chose publique. Mais cette arme ne peut être efficace que s'il elle est utilisée à bon escient et de façon intelligente.

Aussi, l'objectif des marches et manifestations populaires doit consister à faire émerger une alternative crédible face à l'immobilisme et l'inaction des gouvernants mais elles ne susciteront une nouvelle dynamique populaire que si elles sont portées par une vraie dynamique politique. Tout le monde parle aujourd'hui de la Réconciliation nationale, de Démocratie, de développement économique, de Solidarité, de lutte contre l'impunité, bref de l'Etat de Droit. Il faut donner un contenu politique à ces grandes idées et faire porter ces idées par des hommes compétents qui inspirent confiance tout à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Et ce faisant, les marches auront un vrai sens.

Mais si elles sont circonscrites dans l'unique cadre de démonstration de force et de popularité elles deviennent contre-productives et inefficaces. Car, ce qui a manqué à l'opposition hier et qui lui manque aujourd'hui, ce n'est pas la popularité. C'est d'abord un leadership fort, méthodique, clairvoyant et réaliste basé sur une dynamique populaire et de la crédibilité. Et en politique, il est souvent dangereux de confondre popularité, compétence et confiance. Car tout le monde est d'accord pour reconnaître que ceux qui incarnent la popularité à un moment donné dans la vie politique d'un pays peuvent ne pas forcément être réputés pour être les plus compétents lorsqu'il s'agira de conduire les affaires de la Cité.

Ainsi, à part le bradage de l'arme de la grève générale, la seule arme qui reste à l'opposition devrait constituer les marches et manifestations populaires. Mais malheureusement, les voilà bradées et leur annonce et accomplissement ne disent plus rien à ceux contre qui elles sont appelées à agir pour évincer le mal qui s'impose à la société contre la volonté populaire.

Quelles que soient les raisons qui motivent ou sous-tendent les attitudes et stratégies des uns et des autres, la priorité aujourd'hui doit être donnée à l'intérêt du Togo. Il faut sortir le pays de l'impasse. Il faut mettre le Togo sur la voie du développement économique. Sans développement économique, il ne saurait y avoir de prospérité sociale. ■



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication
Fabrice P. Dariworé

Comité de Rédaction
Schmidt EZA
BRHOOM Kwamé
Dieudonné ESSOHANAM
Sémy MAREKA
Infographie
Raphaël AHIALE

Adresse
585, Av du Grand Séminaire
Hédzranawoé
Tél: +228 239 04 45
+228 915 87 53
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie
Service Compris

Tirage
2000 exemplaires

Un an après la promesse de rapatriement des restes de Sylvanus Olympio Gilchrist ira-t-il au bout de la logique de réconciliation ?



Sylvanus Olympio, le Premier Président du Togo

La question du rapatriement des restes du premier Président du Togo et père de l'indépendance est loin d'être une urgence immédiate. Les Togolais ont franchi le seuil d'une nouvelle année bien partagés entre le scepticisme et l'optimisme prudent face aux engagements du Gouvernement d'améliorer les conditions de vie des Togolais, avec l'annonce d'un train de mesures qui n'a laissé personne indifférent.

Mais comme on le dit souvent l'homme ne vit pas que de pain. Les gestes d'apaisement sont aussi essentiels pour la bonne marche de la vie de la nation que l'eau et le pain pour le corps.

Aussi n'est-il pas incongru de remettre sur le tapis une question qui a défrayé la chronique nationale, il y a tout juste un an.

En effet l'on se souvient qu'en 2010 en tout début d'année, le Président Faure était sorti des sentiers battus en annonçant deux mesures à la fois fortes et inattendues.

Il y a tout d'abord la célébration du 13 janvier. Pendant longtemps, le 13e jour du 1er mois de l'an a divisé les Togolais. Défilé militaire somptueux et bal au camp RIT pour les uns et pour les autres, le recueillement dans le souvenir des êtres chers perdus. Il y avait donc pendant longtemps deux Togo qui se côtoyaient ce jour-là sans se toucher comme s'ils étaient engagés sur des droites irrémédiablement parallèles. L'image d'un Togo qui pleure et d'un Togo qui rit aux premières heures de tous les 13 janvier avait quelque chose de gênant pour une frange importante de nos

compatriotes.

En réduisant à sa plus simple expression la célébration du 13 janvier, devenu du coup journée du recueillement national, le Chef de l'Etat a fait le geste que beaucoup attendaient et qui permis de mettre des points de suture sur cette fracture béante entre Togolais.

Tout porte à croire que la tradition de sobriété qui a été inaugurée en 2010 est en passe de se muer en tradition. Car nous sommes déjà le 12 janvier et aucun signe avant-coureur ne vient annoncer le retour au statu quo ante. Pas de répétition générale pour un défilé géant. Les groupes folkloriques sont cois. Les rues sont balayées, mais dans le cadre strict des gestes quotidiens de salubrité publique. Aucune banderole à l'horizon.

La deuxième mesure annoncée en 2010 et qui devait définitivement parachever le processus enclenché en vue de mettre fin au dualisme du 13 janvier était sans doute la plus inattendue : l'organisation des obsèques nationales de Sylvanus Olympio, le premier Président de la République.

L'annonce de cette mesure avait pris tout le monde de court. Pour la mouvance présidentielle c'était un geste assez osé, une vraie audace. Pour l'opposition, c'était inespéré, mais assez vite les vieux réflexes politiques ont repris le dessus.

Dans les vieilles chapelles politiques, on s'est vite souvenu qu'il y avait un rendez-vous politique majeur en 2010, en l'occurrence l'élection présidentielle et il était donc hors de question de donner l'occasion au Président Faure d'occuper

ainsi seul le boulevard de la réconciliation nationale. Certains n'y sont pas allés de main morte, criant à la provocation ; en tout état de cause ce beau geste - soutenaient certains vieux routiers de la politique- ne cachait rien d'autre qu'une habile manœuvre électorale.

Mais l'élément le plus important à prendre en considérant c'est l'avis de la famille du défunt auquel on souhaite rendre hommage à un moment donné de l'histoire du pays. L'offre est faite et elle est sans doute toujours valable, mais tant que Gilchrist Olympio et sa famille n'auront pas acquiescé elle restera simplement une main tendue dans le vide.

Et pourtant la concrétisation de cette initiative pourrait permettre au processus de réconciliation nationale d'effectuer un bond de géant. La nature est inscrite depuis la nuit des temps dans un processus cyclique. Tout ce qui s'ouvre doit se refermer. Tout ce qui a un début doit avoir une fin. Et tout est dans les symboles. Le retour à la normalité définitive pour un pays comme le Togo passe nécessairement par des symboles forts.

L'entrée de l'UFC au gouvernement en mai 2010 est un symbole fort. Mais il est trop tôt pour fermer les portes de l'effort en vue d'une vraie réconciliation nationale.

D'ailleurs certains événements de la vie nationale incitent à rester constamment mobilisés sur le front de la réconciliation. Les péripéties qui ont suivi la débâcle de l'opposition à la présidentielle de mars 2010 en disent long sur la fragilité du corps politique en général.

Quelques jours avant le début de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance qui aurait dû être un grand moment de communion nationale, Gilchrist Olympio avait essuyé l'humiliation de sa vie à la plage face à des militants téléguidés et excités qui n'avaient pas hésités à violenter l'homme âgé qu'il est, un vrai sacrilège en Afrique. A l'époque, la lapidation dont Gilchrist Olympio a été victime, fut analysée par certains comme un acte dissuasif destiné à l'empêcher de poursuivre son tango avec le Président Faure par une quelconque réhabilitation de la mémoire du président Sylvanus Olympio. Selon des sources proches du FRAC, il fallait humilier Gilchrist Olympio, prouver qu'il ne représentait plus rien et l'amener à refuser une quelconque invitation du pouvoir à participer aux festivités du cinquantenaire, dont le boycott par l'opposition a réduit dans une certaine mesure l'éclat ; ceci est valable pour les vœux de réconciliation émis en cette occasion par le président Faure Gnassingbé.

Depuis lors, beaucoup d'eaux ont coulé sous le pont ; Gilchrist Olympio a repris la main. Signe de son leadership retrouvé, il préside aussi le comité de suivi qui scelle l'accord RPT-UFC. Ses rencontres avec le Chef de l'Etat ne sont un secret pour personne.

Mais alors une question revient sur toutes les lèvres.

A quand le retour des restes du premier Président ... ?

Un an après l'offre faite par le Chef de l'Etat,

l'on se demande encore pourquoi la sépulture du Président Sylvanus Olympio repose toujours à Agoué, si loin du Togo, cette terre pour laquelle il s'est battu comme d'autres fils du pays ?

Au fond le rapatriement des restes d'un simple citoyen ordinaire n'est pas une mince affaire. Il y a des démarches administratives, il y a les prêtres traditionnels qui n'entendent pas être en reste. Alors quand il s'agit d'un ancien Chef d'Etat, c'est une autre paire de manches

De l'avis de certains spécialistes, beaucoup de préparations doivent accompagner cette initiative. « Après l'accord de la famille Olympio, il faut préparer un mausolée devant accueillir les restes de la dépouille présidentielle selon un rituel assez spécial. Tout cela prend du temps » nous explique-t-on.

Mais un an après aucun signe d'un quelconque consentement de la famille Olympio à l'horizon.

Du coup certains s'interrogent. Pourquoi le débat sur le rapatriement des restes du père de l'indépendance a-t-il été relégué au second plan ?

Plus personne ne parle plus de Sylvanus Olympio. Le FRAC, OBUTS, l'augmentation du prix du carburant et du kWh, la construction des infrastructures routières, le soutien à l'agriculture, à l'éducation, à la santé et le développement à la base semblent avoir éclipsés les obsèques promises au président Sylvanus Olympio. Selon une source proche de l'UFC, l'idée de réhabilitation fait son chemin, mais il serait difficile que cet hommage national soit rendu avant la fin du processus ouvert par la Commission Justice Vérité Réconciliation.

La CVJR, un acteur clef du processus de rapatriement des restes du père de l'indépendance

Ainsi donc, et sauf changement de dernière minute, le retour officiel de la dépouille mortelle du premier président du Togo, ne sera pas envisagé avant la fin de la mission de Mgr Nicodème Barrigah qui vient d'achever avec succès la phase des dépositions.

Sylvanus Olympio, lui-même étant un des acteurs clés des années 58 à 63, plusieurs dépositions se rapportent à l'homme, à sa vie qui à l'instar de celle du président Eyadéma (de 1967 à 2005) a sa part d'ombres et de lumières.

Mais pour l'heure, les togolais veulent savoir, un an après la promesse de Faure Gnassingbé, qu'elle est la position de la famille Olympio.

Gilchrist Olympio, ses frères et sœurs, cousins et autres parents sont-ils dans l'optique de la réhabilitation ou plutôt dans la position de Patrick Lawson et Jean-Pierre FABRE qui ont refusé, il y a un an, toute idée de réhabilitation du président Sylvanus Olympio par le président Faure Gnassingbé. Gilchrist s'étant désormais affranchi des irréductibles, qu'est-ce qui l'empêche alors d'apporter une réponse aux attentes du peuple si bien formulées par le Chef de l'Etat sur ce sujet si sensible. ■

Schmidt EZA et Sémy MAREKA

Réglementation de la commercialisation des sachets plastiques

Le Gouvernement passe à l'offensive



Le tout premier conseil des ministres de 2011, réuni la semaine dernière s'est penché sur le problème de l'insalubrité sans cesse grandissante dans le pays. C'est surtout l'environnement de la capitale qui a mobilisé l'attention de Faure Gnassingbé et son

gouvernement.

En cause, la commercialisation des sachets plastiques.

Le Gouvernement a donc décidé de prendre le taureau par les cornes, en réglementant la vente des sachets plastiques.

Au sortir de ce conseil des ministres, c'est une résolution

contre les sachets plastiques qui est en train d'être prise. Et bientôt, la production ainsi que la commercialisation des sachets plastique seront réglementées. Cette interdiction entraînera plusieurs conséquences. Ceux qui vivent de la vente des sachets plastiques devront impérativement changer de métier. C'est un moindre mal par rapport aux dégâts environnementaux occasionnés par la dispersion dans la nature de ces matières non dégradables. Les environnementalistes soutiennent que ces sachets bouchent les caniveaux et les trous, ce qui cause la stagnation des eaux de ruissellement et partant des inondations en saison pluvieuse.

Avec les sachets plastiques semés à tout vent aux quatre coins de la capitale, la pollution visuelle est devenue un vrai fléau à Lomé. Notre capitale a perdu de son lustre d'antan en grande partie

BRHOOM Kwamé ■

BRHOOM Kwamé

CONFIDENTIEL

Faure GNASSINGBE pressenti pour la Présidence en exercice de l'UEMOA



Du 22 au 24 janvier prochain les pays membres de l'UEMOA (l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) se retrouvent à BAMAKO la capitale malienne pour un sommet extraordinaire. A l'issue de ce rendez-vous sous régional le Président togolais pourrait prendre la présidence en exercice de l'UEMOA. si cela se confirme le mandat de Faure ne sera pas de tout repos eu égard aux incertitudes qui planent sur la Cote d'Ivoire et à leurs conséquences sur la zone franc. ■

FTF : Le Secrétariat Général toujours vacant



Gabriel AMEYI, Pdt de la FTF

Bientôt 3 mois que le nouveau bureau exécutif de la FTF a pris fonction. Quelques jours avant la fin de l'année 2010 des nominations à la tête des différentes commissions ainsi que le Directeur de la communication ont été faites. Mais le poste de Secrétaire General qui n'est plus soumis au vote selon les nouveaux textes de la fédération, est toujours vaquant. On se

demande alors comment fonctionne la fédération quand on sait que toutes les questions administratives et le fonctionnement de l'instance dirigeante du football relève de la compétence du Secrétaire General. Pourquoi peine t-on à trouver cet oiseau rare pour compléter le bureau dirigé par Gabriel AMEYI. Il est vrai que vu la complexité et la délicatesse du poste, le Bureau Exécutif se doit d'analyser au peigne fin les différentes candidatures pour éviter un mauvais choix. L'attente à trop duré et au moment ou on annonce à l'horizon une éventuelle reprise du championnat de D2 et dans un proche avenir de D1, cela ne pouvait se faire sans le secrétariat général. il temps que la fumée blanche jaillisse enfin pour le bonheur du football togolais. ■

Fabrice P.

Augmentation du prix du courant électrique

L'ATC plaide la cause des consommateurs

L'Association Togolaise des Consommateurs est allée à la rencontre de la direction de la Compagnie Energie Electrique du Togo pour en savoir plus sur l'augmentation du prix du courant électrique au Togo. C'était la semaine lors d'une séance de travail entre les responsables de l'ATC et la direction générale de la CEET.

Il nous souvient qu'avant les fêtes de fin d'année, le Ministre de l'Energie et des Mines, Damipi Noupokou a clairement signifié que l'Etat togolais ne peut plus subventionner le courant électrique et donc le prix du kilowattheure va connaître une augmentation à compter de ce mois de janvier 2011. C'est pour cette raison que l'Association Togolaise des Consommateurs plaide la cause des clients de la CEET. Cette associations de défense des droits des consommateurs est allée demander des mesures d'accompagnement de ses protégés après l'augmentation du prix du courant électrique.

A la sortie de la séance de travail avec la direction de la CEET, les responsables de l'ATC ont laissé entendre que la CEET s'engage à mettre à la disposition de la population, des ampoules économiques. Ces ampoules à basse consommation vont éviter aux clients de trop consommer et de pouvoir supporter les factures qui seront à la hausse à partir du mois de mars. A part cette mesure, la CEET demande à sa clientèle d'utiliser des appareils qui ne consomment assez de courant et de les débrancher après utilisation.



La CEET compte aussi étendre son réseau à un grand nombre de consommateurs et bien couvrir le pays pour permettre à un grand nombre de Togolais de disposer de l'énergie électrique. On espère que ces mesures interviendront très rapidement pour que l'augmentation ne soit pas mal perçue par les populations lorsqu'elle sera remarquable sur les factures déjà difficiles à supporter. ■

BRHOOM Kwamé



Vœux du Chef de l'Etat au gouvernement

Le Président Faure parle peu mais bien

Très rarement il prend la parole. Deux ou trois fois par an et rarement plus. Le président Faure parle peu et certains le déplorent et craignent que l'homme qui dirige le Togo ne vive en déphasage total avec les aspirations de son peuple, qui ploie sous les effets de la crise financière internationale.

Mais les apparences sont-elles trompeuses ?

Répondant, au premier ministre Gilbert Fossoun Hounbo qui apportait le 5 janvier dernier l'assurance de l'engagement du gouvernement à « se battre pour fortifier notre croissance, répondre davantage aux attentes de nos populations et poursuivre les chantiers de réformes institutionnelles et socio-économique », le chef de l'Etat a prouvé qu'il était plus proche de son peuple qu'on ne pouvait l'imaginer « je voudrais aussi vous demander d'être à l'écoute de nos compatriotes, d'être à l'écoute des Togolais. Nous avons une société civile active, vivante, qui a des idées. La loi ne peut pas tout régler. Tenez

compte des opinions, des critiques qu'on vous faits. C'est ce que j'appelle l'humilité... N'oublions pas que nous sommes au service les Togolaises et des Togolais. Parce que trop souvent, j'ai l'impression que les Togolais n'y croient plus, ils sont fatalistes, ils sont résignés. » En peu de mots tout est dit.

Son « Monsieur le Premier Ministre, c'est d'abord à nous qu'il revient de construire ou de reconstruire notre pays » a été salué par le peuple qui a toujours attendu que l'exemple vienne d'en haut.

Son appel à l'optimisation des ressources internes en luttant contre les corruptions, le sabotage économique, le gaspillage et la gabegie ainsi que son souhait de voir le retour au Togo des valeurs de discipline, de travail et de rigueur ont rassuré plus d'un.

Enfin pour les fonctionnaires de l'administration togolaise, la promesse de l'amélioration des conditions de travail a été assortie de l'engagement de ceux-ci à redynamiser celle-ci, au risque de subir des sanctions conformes aux textes en vigueur.



Enfin des ambitions et des moyens pour les réaliser « vous devez avoir de l'ambition et la montrer, expliquer ce que nous faisons, pourquoi nous le faisons et quels résultats nous en attendons. C'est comme cela que nous redonnerons espoir à nos compatriotes ».

Le mot est lâché par le président lui-même.

Reste à ce qu'il veille personnellement

sur l'application immédiate et strict du cours de management qu'il vient de dispenser à l'équipe Hounbo pour cette nouvelle année qui doit marquer sans équivoque l'engagement du pays, après des années d'errements démocratique, dans la voie de la réconciliation achevée et du développement amorcé. ■

Schmidt EZA

Suite et fin

J'ai perdu ma « go » pendant les fêtes

Résumé de l'acte 1

Une union normale et saine entre Lucien, un jeune employé togolais et Akofa, sa petite amie, collégienne, est bouleversée à la veille des fêtes de fin d'année.

Une demande d'achat de portable non honorée, des cadeaux de fin d'année insuffisants et le refus d'offrir une « bière » à la maman, ont vite décidé la jeune fille à mettre un terme sur une relation vieille de quatre ans.

Lucien a perdu sa copine de vue depuis la nuit du 24 décembre, il la reverra furtivement deux jours plus tard et tous les deux s'accordent d'avoir une discussion sincère ce même jour au soir. A l'heure du rendez-vous Akofa est à nouveau portée disparue. Un ami de Lucien lui révèle que son bien aimé à passer le réveillon de Noël dans les bras d'un jeune homme qui avait les traits d'un étranger. Lucien n'en croyait pas ses oreilles.

Son ami le rassura en lui racontant sa propre histoire, une relation similaire qui a finit dans la trahison et qui failli l'envoyer en prison pour coups et blessures sur son rival.

Tout ce que Jacques, son ami de quartier lui racontait, traversait ses oreilles comme de l'eau sur un canard. Lucien ne se retrouvait plus, il voyait flou, car la révélation a provoquer un flot de larmes qu'il tente encore de maîtriser en évitant de cliquer les yeux.

Il s'excusa chez le confident du quartier et courut chez lui pour, dit-il régler un détail qu'il avait oublié avec ses parents.

Une fois à la maison, il appela sa sœur cadette à qui il confia comme mission, d'aller chez Akofa pour rassembler les preuves de l'infidélité de sa « go ».

Mission que sa petite sœur refusa d'accomplir sans attendre d'autres explications. Elle lui dit ceci en partant « si tu veux fouiller dans les affaires d'une femme tu finiras toujours par trouver des choses qui te décevront. Akofa est une fille et comme telle tout le monde a le droit de lui faire des avances, je ne sais pas pourquoi tu t'acharnes sur elle comme ça. Fais très attention, en plus tu ne fais rien à cette

petite dont tu connais assez bien la situation des parents. »

Le refus de sa sœur le rassura pour finir, mais en y réfléchissant, il se dit que l'étranger pouvait bien être un nouveau concurrent et que cette histoire de baiser a été inventée de toute pièce par Jacques pour le séparer de sa copine que les jeunes du quartier lui enviaient. Après ou avant son boulot, Akofa, était le seul bien qu'il avait, elle passait avant ses parents dans son amour.

La nuit avançait, Lucien était retourné plus de dix fois chez Akofa. Les neuf dernières fois, il avait pris soin d'envoyer un enfant vérifier si sa petite amie était de retour. Sur le chemin du retour, il décida plutôt d'aller faire un tour à La RUMBA, le restaurant bar dans lequel Jacques prétendait avoir surpris sa copine.

Il arriva sur le boulevard du 13 janvier, mobilisa sa moto et entra dans le bar, aucune ombre d'Akofa, il sorti sur l'esplanade bondée de monde. Il n'identifiait ni Akofa, ni l'étranger qui serait entrain de se la faire.

Il aperçu une vieille connaissance, une jeune fille qui lui demandait de lui offrir à boire. Il refusa sans aucune forme de ménagement. Mais quelque chose lui disait qu'il pouvait attendre un peu. Vu qu'il se sentait seul, il rappela la fille et trouvèrent ensemble une place assez cachée, mais un véritable poste d'observation. Il attendait depuis trente minutes quand Akofa arriva avec un zémidjan. Lucien la vit arriva et soupira enfin de pouvoir découvrir la vérité. Akofa se dirigea d'abord sur une table et discuta avec une autre fille avant de foncer tout droit sur la table qu'il occupait dans le coin avec son amie. Arrivée à leur niveau, elle sourit à la fille de compagnie de Lucien, se tourna vers ce dernier et lui annonça « Merci pour la trahison. C'est finit entre nous. Tu peux rester avec elle. Et que 2011 vous apporte beaucoup d'enfants. Je croyais que tu n'avais pas d'argent. Bonne nuit ». Sur le champ, elle héla un zémidjan. Lucien oubliant de payer l'addition, la poursuivit avec sa moto. Mais le zem trop puissant était déjà loin. Lucien arriva à la maison. La maman d'Akofa était toujours réveillée, c'est elle qui lui recommanda gentiment de retourner chez et de ne plus embêter sa fille : « l'amour



n'est pas forcé. Ma fille vient de raconter ce qu'elle endure chez toi. Je n'ai rien contre toi, mais, je ne suis pas prête à sacrifier ma fille ou à la laisser souffrir. Je t'observe depuis quelques jours et les enfants du quartier disent que tu veux faire du mal à ma fille. Je ne te laisserai pas faire. Je ne veux plus te voir ici. Il y a tant de filles à Lomé et tu l'as prouvé aujourd'hui. Il y a tant de garçons aussi. Je veux que vous arrêtez et si tu insistes j'irai voir tes parents et la police après ». Sur ces dernières menaces, elle referma le portail sans écouter les débuts d'explications de Lucien.

Lucien est rentré chez lui, en poussant la moto. Moralement, il était affaibli. Les fêtes de fin d'année 2010 auraient été les plus mauvaises de sa vie, car depuis le petit matin du 27 décembre, il n'avait pas réussi à joindre Akofa pour lui expliquer comment il s'est retrouvé à La RUMBA. Même le souhait de la fille de compagnie de venir expliquer les choses à Akofa n'a pas eu d'échos. Le 31 décembre et le 1er janvier, Lucien vérifia l'information sur la petite voiture Volkswagen Golf qui venait désormais chercher Akofa. Il a compris que sa « go » avait changé de fréquence. Mais robuste qu'il est et confiant en son étoile, il sait qu'elle lui reviendra un jour en suppliant. La vie ne s'arrête pas avec les frais de coiffure ou la « bière » de la belle mère.

Elle ne finit pas non plus dans une belle voiture, fut-elle de la marque du peuple. ■

Le briscard

Musique

King Mensah, La réalisation d'un rêve

La star de la musique togolaise, King Mensah a lancé ce 26 décembre 2010, un défi aux artistes de la chanson togolaise. Pour une première fois, King Mensah a rempli le stade de Kégué. C'est en prélude au lancement de son 6e album « da » qui signifie en français « ma mère ». Pour la circonstance, celui que tout le monde appelle affectueusement Papavi s'est fait entourer de Mme Abitor, de Kossi Ape'son, de Kézita, de Toto Patrick, d'Omar B et de Risher Kethe't. Un pactole d'artistes qui ont fait des exploits durant l'année 2010. Le public loméen qui a pris d'assaut le stade de Kégué ce 26 décembre, a tout simplement aidé King Mensah à réaliser son rêve, celui de remplir, un jour le stade de Kégué. Avec cet exploit, l'artiste qui est résolument tourné vers le social, a écrit une nouvelle page de la musique togolaise. Les efforts de ce jeune homme d'Adamé pour la modernisation des rythmes togolais continuent de payer. Ainsi, après les deux Kora et les divers prix honorifiques dont le titre de chevalier de l'ordre de mérite du Togo King Mensah



Le King de la musique togolaise lors de son concert du 26 décembre 2010 au Stade de Kégué

s'inscrit à nouveau dans les annales comme étant le premier artiste togolais à avoir rempli le stade de Kégué. L'exploit n'est pas mince, la capacité du stade étant d'environ 40.000 places. Ce succès interpelle le gouvernement togolais qui doit

désormais prendre toute la mesure de l'expansion de la musique togolaise et agir en conséquence en construisant une salle de spectacle digne de ce nom pour permettre aux artistes de se mettre en valeur. ■

B.K.

Rentrée littéraire aux éditions AWOUDY

Flavien EKLOU et Serge AZIALE chez les libraires

Ils sont deux écrivains à la une de la rentrée littéraire du 10 décembre dernier aux éditions Awoudy. Ces deux écrivains sont Serge AZIALE et Flavien EKLOU.

D'abord Serge AZIALE, plus connu en tant que journaliste, excelle aussi dans la littérature. C'est ainsi qu'après sa nouvelle « Retour vers l'amour » sorti en février 2010, Serge revient à la charge chez le même éditeur pour la sortie de deux nouveaux ouvrages. Il s'agit de « Livret de l'année ou le secret du bonheur », un recueil de poèmes, qui comporte les acrostiches des douze mois de l'année. Comme un agenda pour noter les dates importantes, l'ouvrage est aussi une sorte de guide pratique qui met en exergue des conseils précis et des idées précieuses. Un livre qui sera réédité chaque année aussi longtemps que possible. L'autre livre de Serge AZIALE est « Rose et Eros ». Un livre de 64 pages dans lequel Eros et Rose qui s'aiment énormément ont eu fort à faire avec la négativité des uns et des autres due à des différences géographiques, politiques et religieuses. Des

problèmes qui minent l'Afrique en générale comme par exemple le problème Nord-Sud.

Serge AZIALE et ses ouvrages avaient la compagnie de Flavien EKLOU et de son essai « Il est temps de conclure », un réquisitoire contre le racisme sous toutes ses formes et surtout le sentiment anti-noir des blancs. Pour l'auteur, le racisme des blancs et l'immobilisme des Noirs sont des poisons, il est temps de conclure est leur antidote. Flavien EKLOU dans son ouvrage appelle les blancs à passer du hautain à l'humain et les noirs à s'élever du statut de « sous-homme » à celui d'« homme » pour le bien de l'humanité toute entière.

L'auteur de cet ouvrage antiraciste qui vit depuis quelques années en France est lui à son coup d'essai. Tous les ouvrages ont été présentés le 10 décembre au bar El Paso. « Le livret de l'année ou le secret du bonheur », « Rose et Eros » et « Il est temps de conclure », des ouvrages purement togolais à lire à tout prix. ■

B.K.

Kossi Ape'son de nouveau sur la scène musicale avec « Yé »

Le deuxième album du fils du terroir, Kossi Ape'son est officiellement dans les bacs depuis le 18 décembre dernier. L'album « Yé » qui signifie en français « lui » et dédié au créateur, Dieu le Tout Puissant pour ses bienfaits.

« Yé » est un album de 16 titres dont 13 chansons et 3 interludes. De la louange à Dieu à l'hommage à la grande sœur Bella Bellow,

Kossi Ape'son traite des thèmes aussi diversifiés les uns que les autres, le tout dans un melting-pot de musique traditionnelle et moderne. « Yé » appelle l'homme à avoir foi en Dieu, de l'espérance, de la charité, de la reconnaissance pour une vie saine, harmonieuse et prospère.

L'album de Kossi Ape'son, le 2e du genre, a été présenté à la presse le 18 décembre au cours d'une

cérémonie de sortie officielle qui s'est tenue au centre communautaire de Bè en présence des proches de l'artiste, ses confrères artistes parmi lesquels Risher, Tesko, Jos Atazoa, Ablodevi, Frédéric Gakpara, Charles Ozzo et surtout de son père spirituel King Mensah.

Bon vent à ce nouveau bébé musical et excellente carrière à Kossi Ape'son! ■

B.K.

Que sont devenus les suppliciés de Cabinda

État des lieux



Le gardien des Eperviers, Obilalé Kodjovi, sur son lit d'hôpital

Le 08 janvier 2010, sans doute une maudite date dans l'histoire du football, ne finira jamais de retenir les attentions, que ce soit ici au Togo ou ailleurs dans le monde surtout sportif. La raison en est que ce jour là, la délégation togolaise qui se rendait à Cabinda, dans le cadre de la CAN 2010 en Angola, a été sérieusement fusillée. Le bilan de cette basse besogne des rebelles du Front pour la libération de l'Enclave de Cabinda (FLEC) est lourd pour le Togo. Deux morts et plusieurs blessés.

Deux morts et plusieurs blessés.

Au bout de l'attaque qui aurait duré une bonne demi-heure, Améléte Abalo, le Coach adjoint des Eperviers et Stan Oclo'o, le chargé de communication de l'équipe ont perdu la vie. Leur famille ainsi que celles parentes et alliés ont subi un préjudice. Serge Akakpo, le docteur Wadja, Elitsa Lanou, Nibombé Waké l'entraîneur des gardiens et Obilalé Kodjovi, le gardien de but sont atteints. Les deux dernières blessures sont les plus difficiles à gérer jusqu'à ce jour où l'on est au premier anniversaire de ce drame. Les autres membres de la délégation sont psychologiquement atteints et le traumatisme est loin de finir pour les rescapés. Le Togo s'est retirée de la compétition pour la sécurité de ses ressortissants. Le 08 janvier dernier, le Togo s'est rappelé de cette attaque et des prières ont été faites pour le repos de l'âme de ceux qui ont perdu la vie et pour la guérison des blessés. Mais au-delà de tout ceci, une question essentielle se pose. Que sont devenues les victimes de la fusillade ?

Le blessé mondialement connu de cette attaque de Cabinda peine aujourd'hui à retrouver ses marques. Et même s'il est pratiquement hors de tous les dangers, Obilalé Kodjovi se plaint de son sort. Le joueur qui n'a plus de contrat avec son club éprouve des difficultés à se supporter et continue de souffrir dans sa peau parce que ne pouvant pas marcher. Sa carrière en tant que footballeur est finie.

De son côté, Nibombé Waké qui lui a, reçu une balle dans la jambe est carrément oublié. Sa jambe est toujours enflée et personne n'en parle. Il est toujours dans sa maison en manque de traitement efficace. Le gouvernement togolais s'est occupé du cas Obilalé en lui donnant une somme d'une trentaine de millions de nos francs. Tout dernièrement la FIFA a offert cent mille dollars au joueur en guise d'appui. Les familles d'Améléte et de Stan Oclo'o avaient été soutenues par le gouvernement et la commission de mobilisation de fonds dans les premières heures du drame.

Mais un an après cette malheureuse attaque, l'Etat angolais, pays organisateur de la CAN 2010 et la CAF tardent toujours à réagir alors que les victimes sont toujours là et les séquelles sont encore énormes.

On se rappelle qu'au lendemain du drame, la CAF rejetait la responsabilité au Togo. Alors que, et elle et l'Angola se devaient d'assurer la sécurité des délégations participantes à la compétition. Les togolais ont été fusillés sur le territoire angolais. Il est temps que la CAF et l'Angola prennent leur responsabilité et dédommagent les victimes. Nibombé Waké a toujours son pied qui l'empêche de bouger alors qu'il a une famille. D'autres victimes attendent aussi réparation. Il faut parer au plus pressé et finir pour une fois de bon avec les blessés. Le collectif des victimes qui a déposé une plainte devant la justice française doit relancer le dossier pour que justice soit rendue. Les deux disparus ont laissé des vides et leurs familles attendent de voir clair.

Par ailleurs, le Togo lui-même peut s'occuper de ses fils en attendant que les requêtes à l'encontre de la CAF et de l'Angola n'aboutissent. Sur ce, le cas Nibombé Waké doit être suivi pour que cet entraîneur des gardiens qui était en mission pour son pays retrouve, ne serait-ce que, sa santé. Lui aussi mérite le support de son pays pour se rétablir.

Un an après le tragique évènement de Cabinda, Obilalé en veut à la CAF et à l'Etat angolais. Et par delà Obilalé et toutes les victimes, ce sont les togolais dans leur plus grande majorité qui réclame réparation du préjudice subi par leurs ambassadeurs. ■

BRHOOM Kwamé

L'exploitation du pétrole au Ghana Aubaine ou malédiction ?

Depuis la fin l'époque du pétrole bon marché consécutive à la guerre du Kippour, quatrième guerre israélo-palestinienne au cours de laquelle les pays arabes ont décidé d'augmenter de 70% le prix du brut en représailles au soutien américain à Israël, la découverte des gisements pétroliers a toujours été source liasse pour les pays en voie de développement à la recherche du sésame qui leur ouvrirait les portes du développement. Depuis bientôt un mois, le Ghana, notre voisin de l'Ouest a mis sur le marché son premier baril du brut soit deux ans après la découverte par la compagnie anglo-irlandaise Tullow Oil des signes d'existence de l'or noir aux larges des côtes ghanéennes, entrant ainsi dans le club très fermé des pays exportateurs de pétrole.

Il s'agit d'un gisement off-shore, dans le golfe de Guinée dont le potentiel est estimé à un milliard huit cent millions de barils par jour. Selon les estimations, d'ici, le mois de juin 2011, la production quotidienne devrait monter en puissance atteindre les 120 000 barils par jour.

Cerise sur le gâteau pour un pays qui vit déjà une révolution économique basée sur la production du cacao et de l'or.

En effet, c'est une aubaine majeure pour ce pays vient d'être classé dans la catégorie très enviée des pays émergents par la BAD, de booster son économie. On annonce déjà un apport de 1 milliard de dollar annuel pour les finances ghanéennes : occasion rêvée pour améliorer ses infrastructures déjà bonnes et de réduire la pauvreté des populations et surtout de peser dans le concert des nations car le brut est un enjeu de taille dans les relations internationales. Les investisseurs se bousculent déjà au

portillon.

La véritable interrogation qui se pose est celle de savoir si le pays de Kwamé N'Krumah saura éviter les difficultés qui assaillent la plupart des autres pays que la providence a fait bénéficier de cette fabuleuse ressource.

La première appréhension concerne l'usage des bénéfices.

En effet la pratique souvent courante dans les pays producteurs de pétrole en Afrique est souvent la mainmise par une certaine nomenclatura sur les ressources générées au détriment des populations sur fond de corruption, ceci a pour conséquences de fréquents conflits.

La deuxième appréhension est d'ordre économique. En effet la tentation souvent grande des pays qui exportent le brut est souvent de délaissier les secteurs où ils ont déjà des avantages comparatifs pour jeter sur leur dévolue sur le pétrole jugé plus porteur. Certains importent même des biens et services qu'ils pourraient réaliser eux-mêmes. Ces pays ne se rendent compte des effets néfastes de leur choix que lorsque les cours chutent. Ce phénomène qualifié de maladie hollandaise par les Economistes, connus par la quasi-totalité des pays pétroliers pourra-t-il être évité par le Gouvernement Ghanéen? Se laissera-t-il contaminé par cette maladie hollandaise?

D'ores et déjà, pour parer à toutes les éventualités, le Président John Atta MILLS annoncé toute une batterie de mesures législatives pour ne pas tomber dans les mêmes travers que les autres et éviter de dilapider cette manne.

Il s'agit principalement de la répartition des ressources générées en 3 fonds. Le premier de ces fonds, le principal, alimentera le



budget ghanéen. Il est prévu de verser entre 50 et 70% des recettes au budget courant de l'Etat. Deux autres fonds ont été créés. L'un est baptisé « Stabilization fund ». Les fonds dont il sera doté serviront à atténuer l'impact des fluctuations du prix du pétrole sur les finances publiques. Lorsque les cours mondiaux du brut baisseront par rapport aux prévisions qui avaient servi à l'élaboration du budget en cours, ce fonds de stabilisation sera mis à contribution. Au contraire, lorsque les cours mondiaux auront repassé ce seuil à la hausse, le fonds se remplira. Enfin, troisième fonds, cela baptisé « Heritage fund ». Il est destiné à préserver une partie des ressources pétrolières pour les générations futures. De décisions salutaires si elles sont véritablement respectées fera que le pétrole ne sera pas une malédiction. Les mesures sus indiquées ne que sont des clauses de styles qu'on retrouve pratiquement chez tous les autres pays pétroliers. Le Tchad par exemple avait annoncé les mêmes mesures pour le pétrole

de Doba en réservant un pourcentage des fonds générées aux générations futures sous la férule des Institutions de Breton woods. Confronté à l'épreuve des faits le Gouvernement Tchadien n'a pas hésité à faire recours ces fonds rompant ainsi l'engagement qu'il a lui-même pris.

Le véritable défi pour le Ghana est alors de traduire dans les faits mesures sus indiquées.

A ce sujet le contexte politique y est favorable.

En effet, la démocratie gage de tout développement économique est très enracinée au Ghana. Il y a des fondamentaux qui sont encourageants, comme une presse qui demande des comptes aux hommes politiques, une société civile vigilante et surtout une alternance toujours réussie. Fort de ce qui précède, on peut prédire, sans verser dans un optimisme béat que le voisin de l'Ouest tiendra le pari de l'usage de son brut à bon escient. ■

Dieudonné E.

Terrorisme au Niger, les français ciblés

24 heures après leur enlèvement dans un restaurant de la capitale nigérienne, deux jeunes français ont été lâchement abattus par leurs ravisseurs dans une opération militaire franco-nigérienne destinée à les libérer. Une fois de plus, les pistes semblent mener vers AQMI Al-Qaïda au Maghreb Islamique, Organisations terroriste d'origine algérienne de sinistre réputation qui n'est tout autre que l'ancien Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) dont la zone d'opération correspond aujourd'hui à la région désertique du Sahel qui s'étend des régions semi-arides du Sénégal jusqu'à certaines parties de la Mauritanie, du Mali et du Niger.

Le Ministre français de la Défense Alain Juppé vient de confirmer l'implication d'AQMI dans l'assassinat des deux jeunes français.

Cette « filiale » d'Al-Qaïda, a, à son actif l'enlèvement et l'assassinat d'un autre français Michel Germaneau, la détention de 7 otages parmi lesquels figure notre

compatriote et bien d'autres enlèvements.

Ce qui émeut dans cette énième opération d'AQMI, c'est la rapidité avec laquelle les deux jeunes ont été exécutés. Ceci s'explique sans doute par la course poursuite engagée par les militaires français et nigériens pour tenter de sauver les otages.

Les circonstances, encore peu claires, de la mort des deux otages, pourraient donner lieu à une polémique sur la manière dont les ravisseurs ont été pourchassés.

En tout cas, les autorités françaises disent assumer pleinement le risque qui été pris.

Selon le Ministre français de la défense Alain Juppé, la décision grave a été prise par le chef de l'Etat, chef des armées, en étroite coordination avec le Premier ministre.

"Ne rien faire, c'était prendre un double risque. D'abord le risque de voir nos otages emmenés par les ravisseurs dans l'une de leurs bases refuge au Sahel, et l'on sait ensuite comment ils sont traités", a-t-il expliqué. "Ensuite un deuxième risque, plus global : ne



Le Pdt Français, Nicolas Sarkozy

rien faire c'est donner un signal que la France ne se bat plus contre le terrorisme", a poursuivi le ministre de la Défense, arrivé à Niamey ce lundi 10 décembre 2011.

S'il est vrai que cette riposte était utile, par la même occasion, elle fait peser de lourdes menaces sur les 7 autres otages, toujours entre les mains des terroristes qui pourraient être tentés par des actes de représailles.

Faits troublants dans ces séries d'otages, la prédilection pour les ressortissants français. Une espèce de haine viscérale semble se dégager contre eux.

Les spécialistes en terrorisme

ignorent les motivations réelles d'Aqmi. Chacun y va de son analyse.

Une chose est certaine, ces motivations vont bien au-delà des perceptions classiques tendant à faire croire qu'ils luttent pour imposer une idéologie politico-religieuse comme en Afghanistan et ailleurs.

Ces motivations semblent se fonder sur des considérations historiques. Aqmi qui a des racines en Algérie semble vouloir régler à la France les comptes pour son passé colonial. Ancienne puissance coloniale, la France est créditée d'une haine viscérale par les Salafistes.

Pour eux, les Français, qu'ils travaillent pour Areva ou dans l'humanitaire, sont « des croisés qu'il convient d'éliminer jusqu'au dernier ».

L'implication de la France dans la guerre contre le terrorisme en Afghanistan est l'autre raison. La participation de la France à cette guerre résulte d'un choix politique, dicté par l'alliance américaine. C'est ce choix que les salafistes entendent faire payer à la France car elle ne tolère pas que le Gouvernement participe au projet de démantèlement de l'organisation mère qui n'est tout autre que la nébuleuse Al-Qaïda. Au-delà de ce qui précède, il faut surtout relever que les prises d'otages sont des devenus pour les terroristes un fonds de commerce. En effet grâce aux rançons obtenus souvent des pays européens et au trafic de drogue qu'on lui prête, l'organisation accumule un véritable trésor de guerre. C'est là le véritable danger d'autant plus que là personne n'est épargné.

Dieudonné E.

LE GOUVERNEMENT REPOND AUX BESOINS DES CITOYENS



Education

Adduction d'eau potable

Santé

Infrastructures

Lutte contre la pauvreté

BUDGET 2011, LE SOCIAL EST ROI